
NOUVELLES SUR LE COTON – 21 janvier 2008

Dernières négociations avant de nouvelles modalités

Alors que d'habitude, il ne se passe pas grand-chose avant le 15 janvier à l'OMC, le président des négociations agricoles vient déjà de boucler une nouvelle série de consultations intensives en salle E, série qui s'est terminée par une séance du Forum informel sur les négociations agricoles ouverte à tous les membres de l'OMC le 11 janvier dernier. Ces séances devraient maintenant permettre à C. Falconer de rédiger une nouvelle version des modalités pour l'Agriculture. Toutefois, il semble encore bien trop tôt pour dire si ce texte représentera une base acceptable pour les discussions futures et surtout pour élever ces discussions à un niveau ministériel. Experts dans l'art de la discussion, les négociateurs ne semblent pas avoir encore le feu vert de leurs capitales respectives pour passer au stade de la décision.

Tout le monde veut continuer à discuter...

Entre la fin de l'année dernière et le début de celle-ci, C. Falconer s'est montré particulièrement prolifique. Il a sorti 4 textes sur le soutien interne le 21 décembre 2007 et 8 sur l'accès aux marchés début janvier, fournissant ainsi aux membres de l'OMC matière à reprendre intensément les discussions.

Alors que Pascal Lamy envisageait un processus horizontal croisé d'échanges entre Agriculture et AMNA, qui impliquerait les ministres du commerce afin d'obtenir un deal dans un délai d'un mois après la sortie des modalités, les membres demandent déjà – avant la sortie des modalités – davantage de pourparlers avant d'entamer ce processus horizontal.

... mais chacun continue de camper sur ses positions

Même si des avancées techniques sont constatées, les attentes fondamentales d'un camp vers l'autre demeurent inchangées : les pays en développement attendent toujours des réductions sur les tarifs agricoles supplémentaires de pays développés, tels que ceux de l'Union européenne, et des réductions drastiques des subventions américaines ayant un effet de distorsion sur le commerce tandis que les pays développés attendent une large ouverture des marchés des pays en développement aux produits industrialisés. Exemple symptomatique de ce positionnement figé : la proposition de C. Falconer concernant les produits spéciaux dans l'un de ses textes de travail délivrés début janvier. L'Inde, mais aussi la Chine et l'Indonésie par exemple, ont jugé inacceptables les réductions demandées sur les exemptions pour les produits spéciaux. En retour, des pays industrialisés tels que l'Australie ou les Etats-Unis estiment que Falconer concède trop aux pays en développement. L'Inde a même fait savoir au Président qu'elle ne bougerait pas d'un pouce sur les produits spéciaux agricoles et qu'il n'y avait aucune flexibilité à attendre de sa part.

Le stade de départ n'est pas encore dépassé et la question demeure : de qui viendra le premier pas pour réellement débloquer la situation ?

Les Etats-Unis attentistes, l'Union européenne agitée

Il semble que les Etats-Unis ne se montrent pas du tout pressés de conclure un accord. L'Administration Bush a décidé de focaliser ses efforts cette année sur la finalisation des Accords de libre-échange avec la Colombie, le Panama et la Corée du Sud. Les négociations de Doha seraient laissées aux mains des techniciens. Ceci n'augure pas d'un haut niveau d'engagement politique pour faire avancer la négociation. De plus, le Secrétaire au Commerce Carlos Guttierrez a expliqué qu'il n'allait pas négocier chez lui avant d'avoir vu ce que les autres membres mettraient sur la table, ce qui confirme une position américaine attentiste. Enfin, dans le domaine spécifique des négociations sur le coton, les négociateurs américains à Genève ont reconnu qu'ils savaient devoir fournir une contre-proposition mais qu'ils étaient tout simplement dans l'incapacité de le faire.

A l'inverse, l'Union européenne semble apparaître comme plus désireuse de conclure un accord. Elle fait preuve d'ouverture, voire d'un peu de précipitation. Elle donne des messages sur des concessions possibles, comme par exemple sur une possible abolition de la Sauvegarde Spéciale. Dans cette optique, l'Union européenne a fait des propositions sur le coton qui se veulent positives. Toutefois, dans la mesure où elle prend comme seul résultat envisageable le montant qui lui est nécessaire au titre de son soutien au coton tel que réformé depuis 2006, elle s'attire les foudres des partisans du texte de C. Falconer. Face à une Union européenne qui propose un calcul de réduction répondant à ses propres besoins tout en ignorant la formule de réduction reprise dans les modalités – ce qui est en contradiction avec le texte –, le C4 ne peut que clairement réaffirmer que sa proposition est à l'heure actuelle la seule qui souscrive aux critères de Hong Kong. Pour l'instant, ce sont les Etats-Unis en position de retrait qui profitent le mieux de cette agitation. Le danger est qu'une alliance contre-nature se crée entre les Etats-Unis et l'Union européenne contre le texte relatif au coton.

Calendrier des prochains événements

Cette année, la traditionnelle réunion mini-ministérielle organisée par le gouvernement suisse en marge du Forum économique mondial de Davos devrait se résumer à un simple déjeuner le samedi 26 janvier avec une dizaine de représentants d'Etats-clé de la négociation. Toutefois, selon de nombreux observateurs, il ne faut rien attendre de Davos pour la négociation proprement dite. Les participants ne pourront d'ailleurs pas gloser sur la dernière version des modalités dans l'Agriculture dans la mesure où leur sortie est prévue pour la fin janvier, voire le tout début du mois de février.

Conclusion

Une fois de plus, le calendrier semble s'étirer, à l'inverse d'une peau de chagrin. De moins en moins à Genève, l'on ne semble vraiment s'émouvoir ou s'offusquer à l'idée de repousser l'octroi de concessions majeures au-delà d'échéances politiques importantes dans certains grands pays. Si la nouvelle tactique de

négociation de certains est d'avoir les autres à l'usure, il y a fort à parier que les pays en développement parmi les plus pauvres feront les frais de cette stratégie, et par là-même la dimension « Développement » du Cycle de Doha.

Les projets menés par IDEAS Centre ont pour objectif principal de faciliter l'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale. Le Centre est fort de ses 5 années d'expérience sur cette problématique. Sa mission consiste à aider les responsables politiques à élaborer des stratégies permettant de tirer profit de la mondialisation en faveur du développement et de lutter efficacement contre la pauvreté dans chaque pays et au sein d'un système commercial international mieux intégré et plus juste.

Nos précédentes notes d'information sont accessibles sur notre site: www.ideascentre.ch

Pour plus d'information sur IDEAS Centre, voir notre site : www.ideascentre.ch. Pour plus d'information sur le Geneva Trade & Development Forum, voir notre site : www.gtdforum.org.

IDEAS Centre, 10, rue de l'Arquebuse, 1204 Genève, Suisse
T +41 22 807 17 40, F +41 22 807 17 41